

gagnants» et d'inciter la main-d'oeuvre et le capital à se déplacer vers les secteurs offrant les meilleures perspectives de croissance?

La réponse est toujours la même : si les mécanismes du marché fonctionnent bien, cette intervention gouvernementale est inutile. Dans leurs décisions en matière d'investissement et de carrière respectivement, les entreprises et les travailleurs essaient déjà de choisir les secteurs de l'industrie gagnants. Le rendement du marché ne sera meilleur que si le gouvernement est mieux à même de choisir les gagnants que les participants au marché. En d'autres termes, si tout le monde sait qu'un secteur de l'industrie va croître rapidement, le capital et la main-d'oeuvre s'y déplaceront même sans stimulation spéciale du gouvernement. Ajouter d'autres stimulants pour favoriser ce déplacement serait en fait exagéré, à moins que les mécanismes du marché ne fonctionnent pas très bien. Il est possible d'investir trop dans un secteur à forte croissance, comme le prouvera la discussion qui suit sur l'expérience des secteurs de l'acier et de l'aéronautique.

L'argument selon lequel le gouvernement doit toujours stimuler les secteurs porteurs revient à dire que les marchés privés sous-évaluent systématiquement les perspectives de croissance future. Dans les pays industrialisés, les marchés financiers sont relativement efficaces. Par exemple, aux États-Unis, des investisseurs privés soutiennent souvent des entreprises, comme l'oléoduc de l'Alaska et le développement de la biotechnologie, qui nécessitent d'importantes dépenses initiales - entreprises qui ne seront rentables qu'à longue échéance et peuvent s'avérer très incertaines. Au regard de ces exemples, qui ont tous deux attiré d'énormes investissements privés, il est difficile de prétendre que les marchés privés manquent systématiquement de vision.

● Réagir aux politiques industrielles d'autres pays

Enfin, un argument qui revient particulièrement souvent dans la discussion, aux États-Unis et ailleurs, est l'adoption d'une politique industrielle à titre de mesure préventive. Supposons que d'autres pays apportent une aide à une industrie, ce qui provoque la contraction de ce secteur au Canada. Le Canada ne devrait-il pas réagir en aidant ce secteur? Au cas contraire, selon certains, le Canada permettra en fait aux politiques industrielles d'autres pays de définir sa structure industrielle. L'économiste français Frederic Bastiat a écrit que le fait que d'autres pays aient des rochers dans leurs ports ne justifie pas qu'on en jette dans les nôtres - autrement dit, ce n'est pas parce que d'autres pays modifient leur production par l'entremise du protectionnisme et des subventions qu'il faut modifier la nôtre.

Du point de vue politique, ce problème met en évidence la complexité de la politique commerciale stratégique. Nous savons que, selon la théorie du commerce, le libre-échange est de loin la meilleure politique. Une politique commerciale qui ne crée aucune distorsion sert le mieux les intérêts d'un pays, indépendamment de ce que font les autres. Prenons le cas d'un